

Comité technique n°3 du ROCER

Réunion du 01/06/2017

Compte-rendu – relevé de décisions

Présents

- DREAL : Sylvie Foucher, Bruno Lazzarini, Gilles Lemaire, Gilles Zemis, Patrice Perron, Jérôme Astier.
- DRAAF : Françoise Boudon.
- INSEE : Charles Pilarski – Stéphane Adrover- Patrice Perron – Gilles Zemis
- Région : Bertrand Courvoisier, Franck Morel, Sylvain Riffard, Marine Ballet, Luc Le Thorel, Muriel.Fresquet, Wilfried Giraud
- IDEO BFC : Suzanne Nicey.
- DDT 21 : Agnès Mangin-Philippe.
- DDT 25 : Jean-Marc Bouvard.
- DDT 39 : Florence Néret.
- DDT 71 : Mathias Monzie.
- EPFI Doubs-BFC : Charles Mougeot.
- Agence d'Urba aggro de Besançon : Stéphane Porcheret.
- Agence d'Urba Montbéliard : Sophie Mollard.
- AUTB : Caroline Petit

Introduction et tour de table (Sylvain Riffard, Région)

Présentation de la démarche du SRADDET (Bertrand Courvoisier, Région – voir diaporama)

- Le SRADDET couvre 11 champs d'action en plus du numérique.
- Rappel des objectifs, du contenu, de ses principaux aspects :
 - il s'agit d'un document prescriptif, qui s'intercale entre des documents nationaux et infra-régionaux. Il a pour objet de matérialiser une vision régionale de l'aménagement du territoire.
 - Calendrier : officiellement lancé en janvier 2017, il se divise en deux phases. La période d'élaboration, actuellement en cours, s'étendra sur 20 mois ; suivra alors la consultation (formulation des avis des PPA et enquête publique).
 - La plateforme régionale jeparticipe.bourgognefranche-comte.fr était ouverte jusqu'au 31/05 pour faire remonter les avis des citoyens
 - C'est un projet partagé, co-construit avec différentes instances. Parmi elles, le groupe restreint ScoT/PLUi/PNR, émanation du réseau ScoT/PLUi (pré-existant en Franche-Comté), chargé d'échanger sur des questions de méthodologie (1ère réunion la semaine prochaine à Dijon).
 - Liens SRADDET – ROCER : la Région s'appuie sur le ROCER pour traiter de la partie sur la gestion économe de l'espace ; dans cette optique, il y a un besoin de données pour réaliser un diagnostic : part d'artificialisation, sa localisation et son évolution dans le temps, comparaison à d'autres régions, évolution de la tache résidentielle, consommation de l'espace économique (thématique sur laquelle le manque de données est patent).

Remarques / réactions :

- il faudrait croiser ces éléments avec des données naturelles (exemple : trame verte et bleue du SRCE) pour voir les liens entre artificialisation et espaces naturels ;
- sur la composition des espaces artificialisés, MAJIC risque d'être un peu grossier si l'on veut entrer dans le détail (hormis sur l'habitat);
- l'important est de savoir ce qu'on veut montrer :? l'artificialisation est-elle vraiment un enjeu en région ? La Région voudrait a minima avoir les grandes tendances et pouvoir qualifier l'origine des surfaces artificialisées et leur destination.
- il est rappelé que le contenu de ce qui sera montré dans le SRADDET n'est pas figé, et que l'objectif est d'observer les dynamiques ;
- Idées de sources pour récupérer des données :
 - les fiches techniques du CEREMA Nord-Picardie ;
 - les données du SOeS qui ont un pas de temps de 4 ans (2009-2013).

Bilan et perspectives du GT OCS (Bruno Lazzarini, DREAL – voir diaporama)

Rappel de l'origine et de l'objectif du ROCER, issu du séminaire du 31/03/2016 où de fortes demandes de méthode et de cadre communs avaient émergé : la décision avait été prise de fournir un cadre de référence régional permettant ensuite aux territoires qui le désiraient de se lancer indépendamment dans un MOS, le but étant que toutes les productions soient ensuite comparables et agrégables.

Après deux réunions du GT OCS, et le constat d'attentes diverses de la part des acteurs concernés, la question se pose de la pertinence éventuelle de réinterroger la commande, en raison de trois facteurs principaux de fragilité :

- la difficulté de l'appropriation d'une méthode par des territoires dépourvus d'ingénierie ou de moyens financiers ;
- un risque de dispersion des moyens ;
- le caractère agrégable éventuellement remis en question par la production de données selon des méthodes et des millésimes différents.

D'où l'intervention suivante de la part de la région Occitanie, pour ouvrir la réflexion.

Entretien avec la région Occitanie (Pierre Trilles, directeur des systèmes d'information en Région Occitanie)

- Contexte : région fusionnée de 13 départements (LR + Mi-Py) ; antérieurement, Mi-Py a été la première région à développer le référentiel OCS sur leur territoire, rien au contraire ne pré-existait en LR (en tout cas au niveau régional).
- Deux options étaient possibles :
 - réunir l'ensemble des acteurs et tenter de bâtir un référentiel qui satisfasse tout le monde
 - étendre l'existant (Mi-Py) en tenant compte des réserves importantes existantes sur le référentiel (notamment dues à des spécificités locales non traitées), tout en capitalisant sur les points positifs LR

C'est la deuxième option qui a été retenue, pour un coût de 450 000€ (à la charge des CT en plus du coût IGN, avec mise en œuvre du FEDER).

Deux conditions fortes ont été posées :

- faire le lien avec la plate-forme d'information géographique déjà existante (Open IG) pour faire en sorte que les groupes de travail s'unifient et modifient un référentiel actuellement décrié ;
- demande d'une proposition de l'IGN ciblant les EPCI et ScoT

Choix de partir avec les GT existant sur MIDI PY (Toulouse Métropole, départements, plateformes...) qui s'étaient agrégés depuis longtemps pour élaborer puis faire vivre le référentiel.

Premières conséquences :

- puisqu'il y a un financement européen, la donnée fournie est Open Data ; cette thématique est de plus porteuse vis-à-vis des élus et a permis de répondre à un appel à projets apportant un fonds d'investissements.
- Montage d'un laboratoire d'usage (Labocs : Laboratoire d'occupation du sol) qui associe université, collectivités volontaires et BET pour décliner des méthodes autour de trois objectifs ;
 - volonté de diachronie : consommation du référentiel tout en capitalisant sur ce qui existait ;
 - perfectionnement des nomenclatures et classes (par exemple, ajout de la vigne au référentiel IGN) ; partenariat avec Perpignan/Plaine catalane pour réaction/adaptation
 - service de données : proposition de services en ligne, déjà maquetés, prêts à consommer.

Réactions / questions :

- la première option n'a pas été retenue car un référentiel existait déjà (risque de démobilitation des acteurs de Mi-Py) ; de plus, le coût aurait été deux ou trois fois supérieur aux 450 000 € finalement consentis ; enfin, il y avait une vraie difficulté à faire émerger un socle commun de spécifications.
- Comment se passe la mise à jour et l'actualisation du référentiel pour assurer sa pérennité ? Il est trop tôt pour parler de bilan mais cet élément a bien été pris en compte dès la commande et l'accent a été particulièrement mis là-dessus auprès de l'IGN.
- Les liens avec la plate-forme Open IG : quelles sont les spécificités de cette plate-forme ? Il s'agit d'une association, qui a donc l'avantage de constituer une caisse de résonance exceptionnelle par rapport au public cible d'utilisateurs.
- En termes d'usages, ce référentiel est-il vraiment pertinent pour mesurer des évolutions, des dynamiques ? Pour le moment ce n'est pas le cas puisqu'il ne disposera que d'un seul millésime, mais dès la production d'un nouveau millésime ce sera le cas. d'autre part le Labocs travaille d'ores et déjà à la récupération des données existantes.
- Il existe un enjeu clair d'offre de services et d'interopérabilité des données à assurer. D'abord il faut faire travailler des CT avec des labos d'études / collecteurs de données.... Mais la Région ne peut pas décider a priori comment les choses doivent se faire. Il faut être pragmatique !

Perspectives (discussion autour d'une évolution de la commande initiale du GT OCS)

- L'intérêt d'un socle commun est rappelé (par exemple, un MOS en 4 classes) à partir duquel les territoires approfondissent en fonction de leurs besoins. Mais ce socle pourrait cette fois, au contraire de la commande initiale, contenir de la donnée et pas seulement un standard, une ossature vide.
- Il est rappelé que le financement pérenne de la Région est une condition *sine qua non* de la réussite de ce projet (financement qui ne se limite donc pas à l'obtention du FEDER mais tient également compte de d'un effort lors de l'actualisation d'une nouvelle version après 5 ans).

- Un élément à prendre en compte en BFC : l'existence d'une ortho-photo à une précision de 20 cm, ce qui constituera une base très riche pour nourrir un futur MOS régional.
- La création d'un MOS régional (avec donnée) constitue une économie d'échelle évidente, pour la constitution immédiate du référentiel, mais également lors d'une actualisation ultérieure.
- Sans doute qu'il est plus pertinent que la dynamique soit lancée par la Région, plutôt que d'attendre une dynamique des acteurs locaux qui ne sera jamais suffisante.

BILAN : l'action concernant le socle commun peut bien être menée comme cela avait été prévu, avec le groupe de travail OCSOL à réunir en septembre avant le prochain cotech du ROCER, et l'expression de ce besoin servira ensuite à s'interroger sur les éléments de coût permettant de considérer différentes options (IGN, autres BET, quel financement, quelle feuille de route... ?)

Présentation INSEE : consommation d'espace par le résidentiel (voir diaporama)

Grandes lignes de la présentation :

- la région BFC est très peu artificialisée (2ème région la moins artificialisée après la Corse) et compte beaucoup de bois et de prés par rapport à la moyenne nationale.
- On relève la présence d'une partition est/ouest correspondant aux villes, à la vallée de la Saône et aux axes routiers structurants. Cette partition est visible dans la représentation de la tache résidentielle, ainsi qu'au niveau dynamique entre 2006 et 2011 pour la croissance des couronnes des centres urbains ainsi que de la bande frontalière.
- La croissance de la tache résidentielle reste très homogène entre 1982 et 2011 (entre 0,9 % et 1 % en moyenne) ; en réalité, l'évolution de la population n'y joue qu'un faible rôle, 80 % de cette croissance est expliquée par d'autres facteurs, dont :
 - la décohabitation
 - une série d'autres facteurs : taille des constructions et des parcelles, composition de l'habitat (vacants, qualité), politiques locales d'urbanisme, ainsi qu'un aspect significatif qui ne semble pas se résorber : une tendance générale à l'augmentation des m² artificialisés par habitant.
- Le phénomène d'étalement urbain est présent sur 80 à 90 % de la région.
- Un zoom plus particulier sur la zone frontalière fait état d'une plus forte croissance mais d'enjeux différents (construction de nouveaux logements / requalification de l'ancien)

Remarques :

- Une part importante n'a pas été observée, en raison de la donnée utilisée (MAJIC) : on ne voit par exemple pas tout ce qui est lié aux zones d'activités.
- La donnée a été produite au niveau communal : il est possible pour ceux qui le veulent d'approfondir les résultats.
- Il sera intéressant de croiser avec l'étude prévue fin 2017 sur la VACANCE de logements.
- Ces données et résultats vont être exploitées dans le cadre du SRADDET.

Point divers

- Résultats de l'étude sur la surface agricole déclarée (menée par la DRAAF) : étude étendue à la Bourgogne sur les mêmes millésimes (fiches par zonages intercommunaux) : disponibilité d'ici l'été, transmission notamment assurée dans le cadre du ROCER. Premier bilan à chaud : disparition (bien qu'assez peu importante) d'un peu

de surface agricole déclarée sur la période ; zone périurbaine où il y a eu plus de disparition, phénomènes de déprise agricole.

- Prémices d'un futur centre de ressources : première réunion du groupe de travail à venir le 04/07 prochain à Besançon.

Prochaine échéance

Le prochain comité technique (n°4) du ROCER aura lieu le **jeudi 12/10 à 14h**.

L'un des sujets à l'ordre du jour pourra notamment être la présentation par la DRAAF de son étude sur l'évolution de la surface agricole déclarée, récemment terminée.